

Mouvements de protestation au Liban

« La révolution a accompli en quelques jours ce que trois décennies d'après-guerre n'ont pas réussi à faire : les gens se sont réconciliés dans la rue. Nous ne sommes pas une société divisée ».

ENTRETIEN avec *Carmen Geha* par *Oriol Andrés Gallart*

Il est difficile de concilier notre agenda avec celui de Carmen Geha ces jours-ci dans une atmosphère de révolution au Liban. Cette chercheuse et professeure adjointe à l'Université américaine de Beyrouth, spécialisée dans les mobilisations de la société civile au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, participe aux manifestations depuis le premier jour. Non seulement en raison de son intérêt académique, mais aussi en raison de son activisme féministe et pour soutenir une réforme politique et démocratique au Liban. Des manifestations massives – les manifestants sont estimés à un million – dont la mèche a été allumée le 17 octobre par la proposition du gouvernement d'imposer une taxe sur les appels du whatsapp. Depuis lors, les protestations se sont répandues dans tout le pays, clamant contre une élite politique sectaire qu'ils accusent d'avoir ruiné le Liban par la corruption et le clientélisme. Avec les réseaux sociaux servant de plateformes de communication, des personnes d'âges, de classes sociales et de confessions différentes ont animé des marches non-violentes et pleines d'imagination.

AFKAR/IDEES : *Nombreux sont ceux qui considèrent que ces manifestations marquent un point de rupture avec le système politique actuel. Pouvez-vous nous expliquer ce système ?*

CARMEN GEHA : Nous avons un système très spécial, archaïque et ancien, qui exige une répartition du pouvoir entre

l'élite politique en fonction de la représentation confessionnelle. Tous nos partis sont donc presque cent pour cent sectaires. En outre, leurs dirigeants sont alliés au pouvoir économique et aux autorités religieuses. Après la guerre civile [1975-1990], ces dirigeants se sont mutuellement garantis une amnistie pour se pardonner les crimes de guerre et ils se sont accordés pour gouverner ensemble. Ce groupe d'hommes extrêmement corrompus est au pouvoir depuis 30 ans. Et le peuple en a dit : assez.

A/I : *Ce système de partage du pouvoir s'est accompagné de politiques économiques néolibérales. Quel a été le résultat de cette combinaison ?*

C.G. : Nous vivons un moment d'effondrement économique et politique. Après la guerre, et surtout depuis 2005, des politiques néolibérales très claires ont été appliquées qui ont vidé l'État et l'ont transformé en une machine clientéliste, ce qui a fait monter en flèche la dette publique. Nous payons les services de télécommunications les plus chers, nous ne recevons pas d'aides au logement, les espaces publics ont été privatisés, le système éducatif est privé ou se trouve dans des conditions déplorables... Essentiellement, ils ont appauvri les pauvres et rendu quelques personnes très riches.

A/I : *Vous dites que ce genre d'organisation est archaïque et ancienne. D'où vient-elle ?*

C.G. : Elle remonte à l'époque des Ottomans, qui avaient donné un statut spécial à la région du Mont-Liban, selon lequel chaque communauté avait la capacité de s'autogouverner par le biais de tribunaux religieux. Ce système a perduré sous le mandat français et est devenu partie intégrante de l'accord entre les pères fondateurs du Liban. Mais il s'agit d'un pacte informel, notre Constitution n'est pas du tout sectaire, elle fait appel à un État civil séculier.

A/I : *Le Liban se trouve-t-il alors entre les mains d'une poignée de familles ?*

C.G. : Il y a une oligarchie de familles. La plupart étaient déjà au pouvoir il y a près d'un siècle, mais même les nouveaux venus se sont bien intégrés. La famille Hariri – père et fils – qui ne faisait pas partie de ces anciennes dynasties en est un exemple. Elles polarisent la politique en disant aux Libanais : « Tu es avec moi ou contre moi ». Mais elles ne se font jamais vraiment concurrence. En fait, lors des élections, il n'y a jamais de conflits dans les principales circonscriptions. Aujourd'hui, dans les manifestations, on chante : « d'autres pays ont un dictateur et nous, nous en avons 18 », car il y a 18 confessions reconnues.

A/I : *Comment tout cela affecte-t-il la vie quotidienne des citoyens ?*

C.G. : C'est un système très clientéliste. De la naissance à la mort, tu dé-

Notre système est clientéliste. Tu dépends d'une chaîne de faveurs pour obtenir tes droits fondamentaux

pendis d'une chaîne de faveurs pour obtenir tes droits fondamentaux : si tu veux aller à l'école, tu dois soudoyer quelqu'un ; si tu veux un emploi, tu dois avoir des relations... si tu veux l'électricité dans ta rue, « montre-moi que tu as voté pour moi ». Le système électoral fait partie de ce système clientéliste. Jusqu'en 2018, nous n'avions pas de bulletins de vote. Donc, dans les petites localités, quand vous alliez voter, on vous séparait par confession et par sexe et on vous classait par ordre alphabétique. Ils comptaient 400 ou 500 votes par école. Les partis participaient au dépouillement et pouvaient dire avec une précision de 99 % qui avait voté pour eux.

A/I : *Alors, pourquoi ce mouvement de protestation s'est-il produit maintenant ?*

C.G. : Ce n'est pas spontané, c'est le fruit d'un long voyage. De nombreux facteurs rendent cette révolution unique. Tout d'abord, les citoyens de certaines régions que nous pensions conservatrices, ou très loyales à un parti politique ou à un leader, du Nord au Sud, se sont mobilisés pour montrer leur ras-le-bol. Cette clameur transversale et massive est inédite. Deuxièmement, les jeunes d'aujourd'hui constituent la troisième génération après la guerre civile, ils ne l'ont pas vécue, car ils sont nés dans les années quatre-vingt-dix. Ces jeunes pensent que la façon de vivre actuelle est tout simplement inacceptable : ils n'ont pas le droit d'assister à un concert, parce que le chanteur est gay ; ils doivent supporter qu'il y ait des armes dans la rue, ils ne peuvent pas voter pour qui ils veulent, ils ne peuvent divorcer s'ils appartiennent à telle ou telle confession... Cet-

te génération demande des libertés individuelles ou le droit de choisir ses leaders politiques. Les stratagèmes que les politiciens utilisaient pour effrayer ma génération ne fonctionnent pas avec eux. Troisièmement, il existe un risque d'effondrement économique. Nous sommes un pays pauvre et très cher en tant que conséquence directe de ces politiciens et de leurs politiques. Cela a forcé les jeunes à émigrer comme jamais auparavant. Un autre élément qui a eu une influence, c'est qu'au cours des trois dernières années, et surtout au cours des six derniers mois, les politiciens ont utilisé un ton très instructif. Ils ont toujours été corrompus, mais maintenant, en plus, ils donnent des leçons. Après les manifestations, le président même est venu dire aux manifestants : « Vous n'aimez pas ce pays, partez ». De plus, ils harcèlent les gens et les poursuivent en justice pour leurs commentaires sur les réseaux sociaux. Ils nous traitent comme des déchets.

A/I : *Jusqu'à présent, les manifestations se sont déroulées sans leaders. Certains l'ont critiqué, affirmant qu'il s'agit d'une faiblesse. Qu'en pensez-vous ?*

C.G. : C'est ça le plus drôle, parce que les politiciens deviennent fous : « Qui êtes-vous, qui vous finance ? », demandent-ils... Il n'y a aucun groupe de leaders contrôlant la rue parce qu'il ne s'agit pas d'un coup d'État ou d'une lutte entre partis. C'est une clameur populaire. Ceci dit, il y a des activistes, des experts, des candidats indépendants aux élections précédentes qui se coordonnent. Mais ce ne sont pas les leaders et ce ne sont pas eux qui appellent les gens à sortir. Cela est très positif parce qu'ils ne peuvent pas as-

sassiner le leader, le diffamer ou négocier un accord. Le gouvernement cherche à identifier un groupe de personnes, de préférence des hommes, qu'ils puissent acheter avec quelques fauteuils... Mais cela n'arrivera pas, et même s'ils le font, ceux-ci ne pourront pas convaincre les habitants de Tripoli [ville du Nord du pays, avec des taux de pauvreté très élevés et considérée comme conservatrice, qui est massivement sortie dans la rue] de rentrer chez eux. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il s'agit d'un mouvement sans leadership. C'est un mouvement très organisé : tous les jours il y a des ateliers de recyclage, des conteurs, des garderies, de la peinture, des graffitis, de la musique... Tous les soirs, il y a des discussions et des débats.

A/I : *Parlons-nous de réformes ou de révolution ?*

C.G. : Je pense qu'il s'agit en grande partie d'un jeu sémantique. Sans être naïve, je pense que nous sommes en pleine révolution. Quand nous disons : « nous voulons des gens compétents au gouvernement, nous voulons un gouvernement technique », nous disons essentiellement à cette classe politique – qui possède des milliards de dollars, beaucoup d'armes et beaucoup d'investissements – de partir. Cela peut être considéré comme une mesure réformatrice, mais même les petites réformes au Liban sont révolutionnaires, parce qu'elles ébranlent les piliers du système.

A/I : *Il existe de nombreuses demandes, mais il n'y a aucun programme spécifique. Comment pensez-vous qu'il faudrait gérer cela ?*

■ Au Liban, même les petites réformes sont révolutionnaires parce qu'elles ébranlent les piliers du système

c.g. : Au cours du premier mois, j'étais très sceptique quant à établir des feuilles de route ou demander des réformes concrètes.... Quand on commence à poser des demandes sur la table sans avoir engagé un véritable processus de consultation, cela crée des divisions entre les personnes. Et pour pouvoir effectuer un véritable processus de consultation, nous avons besoin de temps pour apprendre à nous connaître. Bon nombre des revendications politiques convergent vers deux idées : l'exigence de rendre des comptes et de meilleurs politiciens. À partir de là, il y a plusieurs revendications dérivées : des élections anticipées, un système judiciaire indépendant, des changements législatifs... cela fait partie du programme qui est en train de voir le jour dans la rue. Pour cela, les citoyens doivent s'asseoir et discuter des revendications, mais je pense que cela se fera naturellement au cours des deux ou trois prochaines années. Face à ceux qui réclament des élections anticipées, je demande du temps pour institutionnaliser la révolution. Par exemple, une question qui, pour certains, sera marginale : la présence des femmes. Si nous nous empressons de présenter un ensemble de revendications, je ne suis pas sûre qu'elles intégreront la perspective de genre.

A/I : Avez-vous tiré des leçons des « printemps arabes » ?

c.g. : Il y a des leçons et beaucoup de jalousie. Je pense que la Syrie constitue l'une des grandes leçons. Les manifestants ne veulent pas de violence dans la rue. Ils sont très conscients de ce qui s'est passé là-bas.



Carmen Geha au cours de l'entretien. Beyrouth, novembre 2019./O.A.G.

A/I : *Il faut beaucoup de maturité en tant que société civile pour que des protestations d'une telle envergure restent non-violentes. Qu'en pensez-vous ?*

c.g. : La révolution a accompli en quelques jours ce que trois décennies d'après-guerre n'ont pas réussi à faire : les gens se sont réconciliés dans la rue. Je pense qu'il existe une erreur d'interprétation, nous ne sommes pas une société divisée, mais le système vit de la pauvreté et la misère des gens et de l'exploitation du sectarisme de manière électorale. Les manifestants ne veulent pas de violence, c'est contre ce que la révolution s'est soulevée. En fait, je dirais que non seulement les protestations ont été non-violentes, mais qu'elles ont fait preuve d'une grande solidarité. Dans le contexte libanais, il est inédit que lorsqu'un manifestant a été abattu dans une zone druze, le lendemain, il soit

honoré comme martyr dans des villes [aussi différentes sur le plan démographique] que Tripoli, Baalbek et Beyrouth. Un exemple très éloquent de cette division : les livres d'histoire libanais n'incluent pas la guerre civile car chaque secte a une version différente de ce qui s'est passé.

A/I : *Jusqu'au moment de la publication de cet entretien, la réponse du gouvernement a été modérée par rapport à la violence avec laquelle il a réagi aux précédentes manifestations, par exemple au mouvement YouStink de 2015. Pourquoi en est-il ainsi ?*

c.g. : Je pense qu'ils jouent franc-jeu parce que leurs électeurs ont changé de position. La manifestation de 2015 était très beyrouthine, le groupe derrière les manifestations était bien connu, nous étions considérés com-

Il faut expliquer qu'un État séculier et libéral protège aussi bien les croyants que les non-croyants

me les *hipsters*. Cette fois-ci, ils ne peuvent pas tirer sur les manifestants parce qu'il s'agit de leurs propres gens. Ça pourrait être leurs enfants. De plus, l'armée est très complexe. Malgré cela, un homme a été tué et il y a eu plusieurs épisodes de charges et de tirs en l'air. Le gouvernement n'a pas réagi, mais d'autres l'ont fait, des gardes du corps, des voyous, des sympathisants du Hezbollah qui ont attaqué et incendié le campement [dans le centre de Beyrouth].

A/I : *Selon vous, est-il possible que l'élite politique actuelle renonce ?*

C.G. : Sans aucun doute, elle a perdu sa légitimité dans la rue et c'est déjà un grand pas. En tant que politologue, je sais qu'il faudra attendre un ou deux cycles électoraux. Mais la réalité est que son discours ne convainc pas, encore moins les jeunes de 20 ans. Pour pouvoir gouverner, ils ont besoin que les gens leur obéissent par peur ou de les impliquer par conviction. L'élite politique ne parle plus la même langue que les citoyens. Pour beaucoup de Libanais, maintenir ces dirigeants signifie ne pas survivre, parce qu'ils n'arrivent pas à s'en sortir avec le salaire minimum. Les gens ne sont pas stupides, quand ils soutenaient ces politiciens, ils avaient une récompense, ils le faisaient dans leur propre intérêt. Maintenant ils ne reçoivent rien, ils sont fauchés. Personnellement, je pense que nous devons travailler à la mise en place d'un système judiciaire indépendant, qui s'engage à poursuivre les crimes financiers, les crimes de guerre et les crimes contre l'environnement. Dans la région de Naameh, où se trouve la décharge, il y a au moins une personne atteinte de cancer dans

chaque foyer. De plus, nous devons travailler à la création d'une large coalition électorale qui puisse s'opposer à l'élite politique actuelle. Si nous le faisons, nous pouvons gagner des sièges et améliorer la représentation.

A/I : *Dans de précédents articles, vous avez déjà prévenu sur le fait que le processus ne sera pas rapide...*

C.G. : Au Liban, nous n'avons pas un tyran ou un dictateur qui, en cas de départ, provoquerait l'effondrement symbolique de tout le régime. Le système est soutenu et maintenu par de nombreuses ramifications. C'est pourquoi il faudra beaucoup de temps pour le changer. Je m'efforce à présent de mettre en œuvre un processus participatif de consultation entre travailleurs de différentes régions et classes sociales sur le modèle économique souhaité. Il s'agit d'un projet à long terme, qui peut prendre une décennie.

A/I : *Peut-on parler d'une révolution, la féministe, au sein de la révolution générale ?*

C.G. : Exactement. Lorsque nous parlons d'oppression, dans cette révolution, nous parlons aussi de genre. Parce que les femmes sont l'une des principales victimes de ce système politique qui permet le mariage des enfants, qui permet que les femmes et les hommes soient payés différemment, qui ne criminalise pas les abus sexuels. Premièrement, il n'existe pas de législation sur l'état civil au Liban. Vous êtes donc gouvernée toute votre vie par la secte dans laquelle vous êtes née. Si vous êtes gréco-orthodoxe, ma-

ronite, chiite ou druze, vos droits changent, même si vous avez la même nationalité. Donc, bien sûr, les femmes sont en première ligne. Mais leur participation ne doit pas être caricaturé, dans le genre « il y a une femme voilée à côté d'une autre en short et cela résume ce qu'est le Liban ». Il existe aussi un danger d'entrer dans une période de transition où seuls les hommes décideront, comme ce fut le cas lors des accords de Taëf de 1989 [qui ont mis fin à la guerre civile]... Il y a donc un risque que la sous-révolution des femmes se perde. Mais il y a aussi l'espoir que si la révolution triomphe, l'agenda des droits des femmes progressera à son tour.

A/I : *Vous êtes donc optimiste quant à obtenir la sécularisation de la politique au Liban ?*

C.G. : Politiquement, je pense qu'il faut expliquer aux citoyens qu'un État séculier et libéral protège aussi bien les croyants que les non-croyants et respecte les droits de la mosquée et de l'église. Depuis la fin de la guerre civile, nos politiciens nous ont vendu qu'il n'existe aucun modèle de cohabitation différent du modèle actuel, avec une société divisée et qui craint ses voisins, gouvernée par ce petit groupe d'hommes. Notre nouveau projet doit partir du principe que la seule façon dont nous pouvons vivre ensemble, c'est dans un État qui nous traite tous sur un pied d'égalité, où les citoyens puissent pratiquer n'importe quelle religion. Il existe sûrement des Libanais qui aiment le sectarisme, mais l'État séculier veillera à ce qu'ils puissent continuer à être sectaires, s'ils le souhaitent. ■